

Pour un autre regard

Occident - Europe - Moyen-Orient

Paix et Vérité, cercle d'Idées



DOSSIER

La France et ses Juifs après les attentats de janvier 2015

Alya, amalgame, islamophobie, religion de paix,
antisémitisme, vivre-ensemble, cause nationale...

*La multiplication des fictions idéologiques inventées
par l'État est la marque d'une nation sans boussole*

AVRIL 2015

NUMÉRO 1

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

Jean-Pierre Bensimon

Mars 2015

Le vieux problème des rapports entre la France et ses Juifs (1) connaît une nouvelle actualité depuis les attentats de janvier 2015 et l'offre d'accueil de Netanyahou du 10 janvier, soumise à tous, "*Israël est votre foyer.*" Ce jour-là, l'invitation du premier ministre israélien n'a rien d'improvisé. Sa proposition part du constat que les Juifs de France rencontrent dans leur pays de résidence et de nationalité, un problème assez sérieux pour que la question de le quitter se pose. Et existe-t-il un divorce d'avec la nation (2) plus radical que le départ ? François Hollande partage d'ailleurs ce constat sur l'état d'esprit de nombreux Juifs. "*Ce fléau [l'antisémitisme] conduit, je le sais, certains Juifs à s'interroger sur leur présence en France.*"(3)

Tout au long de quatre décennies, au fil d'un processus lent mais inexorable, les Juifs prennent acte avec amertume de la dégradation de leur image en France, si positive au moment de l'alliance politique étroite avec Israël dans les années 50 et 60. Aujourd'hui des personnalités apparemment aussi ouvertes que Natacha Polony leur reprochent de ne pas être plus radicalement critiques d'Israël, une manière de conditionner leur bonne citoyenneté : il faut qu'ils étrillent l'État juif pour entrer dans le consensus national. Une jeune fille du lycée Aubanel d'Avignon est cruellement harcelée parce que juive. La hiérarchie scolaire n'entend pas sa plainte et lui enjoint de quitter l'établissement, où sa harceuse pourra demeurer. Elle aura vu fondre sur elle la foudre antisémite sans avoir affiché une appartenance "visible" ni défendu des opinions sionistes.(4) Les ingrédients sont là : la France se méfie des Juifs et les Juifs se méfient de la France.

Voilà levé un petit coin du voile. Il est bien entendu qu'il n'existe pas en France de législation antisémite. Bien au contraire, l'antisémitisme est un délit passible de sanctions pénales. Il n'en faut pas plus à la *doxa* pour trancher avec autorité que la France n'est pas antisémite. Si l'on s'en tient au critère des trois « D » de Nathan Shransky, Diabolisation, Double standard, Délégitimation,(5) la réponse est infiniment moins nette.

Avant de se demander si les Juifs pourront ou pas continuer de vivre en France et en Europe, (6) il convient de comprendre vraiment ce qui pousse tant de Juifs à vouloir partir. Il semble de fait que les communautés juives européennes et en particulier celle de France, soient face à un dilemme de portée historique qui peut aboutir à l'extinction lente du judaïsme dans le Vieux Conti-

ment. Si c'est le cas, le diagnostic ne peut pas se limiter aux récentes péripéties, ni même à la redoutable ascension des actes antisémites recensés à partir de l'année 2000. Au fond, les Juifs français perçoivent que leur rapport à la nation est profondément dégradé. Ce qui les heurte apparemment, ce n'est pas seulement la protection sécuritaire qui leur est due en tant que citoyens, et qui n'est pas réellement assurée. C'est plus grave : ils perçoivent que la nation les instrumentalise et pire encore, qu'elle tend à les exclure, non pas de son périmètre juridique et géographique, mais de son âme, du principe spirituel qui la fait exister.(7) Pour poser un regard lucide sur le cours d'évènements dont les racines sont lointaines, il faut parcourir l'histoire moderne et retourner aux Juifs la question que Bernard Lewis posait au monde arabe, "*What went wrong?*"

I - LES JUIFS ET LA NATION DE L'ÉMANCIPATION AU 21ÈME SIÈCLE

1791 a été un moment décisif pour les Juifs dans la nation. Avec l'émancipation, ils accèdent à la citoyenneté, c'est à dire à l'égalité juridique, le principe essentiel de la Grande Révolution. Les Juifs posaient alors un problème délicat au nouvel ordre en train de s'établir (8). Comment concilier l'universalité des droits de l'homme et la présence d'une population en marge dans le périmètre du Royaume? L'Abbé Grégoire avait proposé de "régénérer" les Juifs et de ne leur réserver aucun traitement discriminatoire. Clermont-Tonnerre traçait des limites en proposant de tout leur accorder, mais exclusivement comme citoyens. Il faut souligner que le texte sur l'émancipation fut adopté *in extremis* juste avant la clôture de l'Assemblée constituante de 1791, et qu'il s'était heurté à une vigoureuse opposition des parlementaires et du peuple en décembre 1789 et en janvier 1791.

Cependant à deux époques, cette égalité juridique sera révoquée:

- de 1808 à 1818 avec les décrets dits "infâmes" de Napoléon, finalement annulés par Louis XVIII: ils stipulent entre autres la persistance du serment "more judaïco" devant la justice, l'interdiction du remplacement pour la conscription, l'annulation de certaines créances de commerçants juifs, et la limitation de la liberté de commercer. Cette limitation prend la forme d'une obligation particulière, l'autorisation annuelle révocable ou patente, délivrée par le préfet (9);

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

- lors de l'adoption d'un statut des Juifs par le régime de Vichy, formalisé par une législation initiée en 1940.

Mais le rapport à la nation ne se réduit pas à l'égalité juridique, c'est-à-dire au partage des droits et des devoirs du citoyen. Il comporte aussi des éléments psychologiques et moraux. De ce point de vue le tableau fut particulièrement sombre pour les Juifs. L'émancipation, si pénible à advenir, marquée par des refus puissants et des soulèvements locaux, a été le point de départ d'un nouvel antisémitisme intellectuel et populiste. Annoncé entre autres par Voltaire du sein des Lumières, situé politiquement plutôt à gauche, ses ravages se sont superposés pendant près de deux siècles à l'enseignement immémorial du mépris par la Chrétienté, catholique ou réformée. Le vieux procès des Évangiles s'est doublé de nouvelles accusations qui allaient ultérieurement culminer avec Drumont, le racialisme, et le nazisme. Cette idéologie terriblement agressive faisait peser dès les premiers pas de l'émancipation, une immense charge de haine et d'exclusion sur les épaules des Juifs de France.

Faute d'une quelconque alternative, ces derniers y répondirent par un mélange de déni et d'invisibilité religieuse. Ils se voyaient comme des citoyens ordinaires d'une patrie adulée à qui ils multipliaient les preuves de fidélité. Mais le regard porté sur eux les ramenait à un sort d'étrangers, d'intrus liés entre eux par des liens intimes et coupables, un peuple malvenu vivant au milieu du vrai peuple en quelque sorte. L'israélite se voyait comme citoyen mais il était vu comme Juif. Il ne faut pas oublier que c'est en France que sont nées toutes les variantes idéologiques de l'antisémitisme moderne. Hitler a trouvé dans Drumont et Gobineau un socle doctrinal prêt à servir.

Le conflit entre l'égalité juridique qui revenait naturellement aux Juifs et leur appartenance effective à la nation aux yeux de la majorité, devait éclater violemment avec l'affaire Dreyfus, et plus violemment encore avec le statut imposé par le régime de Vichy.

Bien avant, Napoléon avait très bien illustré l'ambiguïté, le double jeu de la nation à l'endroit des Juifs, qui demeurent inscrits dans les codes du décideur politique français.

1- En homme des Lumières, le jeune Napoléon n'appréciait pas les traitements humiliants imposés aux Juifs (en 1797, à Ancône, il ordonne que l'on débarrasse les Juifs confinés dans un ghetto de leur bonnet jaune et de leur étoile de David obligatoire);

2 – En aspirant-conquérant, il fit la promotion utilitariste de la nation juive et de l'État juif, cherchant à rallier

les Juifs pour servir son projet de domination de l'Orient. Il voulait reconstituer une nation juive qui deviendrait le support humain de son emprise sur l'ancienne Terre Sainte (lors de l'expédition d'Égypte, en 1799);

3 - Il imposa en 1808 des obligations discriminatoires aux Juifs, aux antipodes des principes révolutionnaires. Il faisait alors le choix d'être en phase avec l'hostilité populaire vis-à-vis des Juifs et de consolider ses relations avec le Tsar Alexandre 1er, un soutien espéré pour sa guerre contre l'Angleterre.

4 - Il exprimait enfin ci et là des remarques très négatives sur les Juifs en général, "les plus méprisables des hommes", "un vilain peuple, poltron et cruel"...

Dès les origines de ce qui deviendra la République, on retrouve dans son approche des Juifs un mélange caractéristique de scrupules humanistes, d'opportunisme, de manipulation, et à l'occasion d'exécration intime. Il illustre précocement ce qui deviendra un comportement ordinaire des représentants de la nation France vis-à-vis des Juifs français, perçus comme un groupe homogène pas vraiment dissous dans la nation, utile à la collectivité mais en même temps suspect, une pièce rapportée présente depuis trop longtemps pour être considérée comme totalement étrangère.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les Juifs bénéficiaient de la pleine citoyenneté du point de vue du droit, certains d'entre eux accédant aux plus hautes sphères de l'État, comme Gaston Crémieux ou Léon Blum. En même temps ils vivent dans un pays profondément marqué par l'antisémitisme des Églises et les idéologies antisémites modernes, un pays où prolifèrent les groupes antisémites qui s'en prennent en permanence à leur image et leur respectabilité. Le plus souvent patriotes et fiers de servir la France, ils développent une culture de déni : ils se vivent comme des citoyens ordinaires, peut-être les plus authentiques des patriotes, mais en même temps ils sont convaincus que mieux vaut se garder d'afficher publiquement leur appartenance religieuse.

II - L'APRÈS GUERRE, L'ÂGE D'OR DU JUDAÏSME EN FRANCE

Au sortir de la guerre, les Juifs français vont bénéficier d'un concours de circonstances exceptionnel.

1- L'antisémitisme est associé au régime nazi et au régime de Vichy. Comme ce racisme était au cœur de la philosophie des collaborateurs et des ennemis vaincus, sa réputation est au plus bas et il est difficile désormais de s'en réclamer ouvertement ;

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

2 - En mai 1949 la France ratifie le projet sioniste en reconnaissant Israël ;

3- Dans les années 50, Israël et la France sont unis par une convergence d'intérêts, essentielle pour les deux parties:

- la construction de la bombe atomique: la France bénéficie du savoir faire d'Israéliens, anciens juifs américains artisans du projet Manhattan, et Israël bénéficie des capacités françaises d'usinage des grosses pièces nécessaires au programme nucléaire (10);

- le combat commun contre le nationalisme expansionniste de l'égyptien Nasser qui avait le tort pour la France de soutenir le FLN, et pour Israël de favoriser une guérilla terroriste et de fermer en 1956 le détroit de Tiran, son accès aux mers chaudes;

4 - Le Concile Vatican II modifie radicalement l'attitude de l'Église catholique vis-à-vis du judaïsme avec l'adoption de la déclaration *Nostra Aetate* promulguée en oct. 1965.

5- Dans les années 60/70 la Shoah est redécouverte, contribuant progressivement à diaboliser toute expression publique de l'antisémitisme. Dans le même sens, en 1972, la loi Pleven prohibant l'incitation à la haine raciale est adoptée.

Ce qui en fait une période exceptionnelle pour les Juifs, outre la sécurité retrouvée, c'est que leur image est pour une fois dans l'histoire sensiblement améliorée dans l'opinion. La répulsion pour le nazisme et la valorisation du modèle israélien et de ses exploits militaires forment un arrière plan idéologique très favorable. De ce point de vue, c'est l'alliance politique entre la France et Israël et l'isolement des antisémites quasiment contraints au silence qui rendent possible une vie juive enfin normale et l'épanouissement d'une école juive avec ses philosophes et sa littérature. Ces deux conditions vont se retourner de manière inattendue en deux ou trois décennies.

III- LES TROIS CHOCS QUI OUVRONT L'ÈRE DU NOUVEL ANTISÉMITISME

La tranquillité des Juifs français, ou si l'on veut leur sortie de l'histoire nationale comme question ethnopolitique, n'a pas duré bien longtemps. Les revirements de politique internationale et la montée rapide de l'immigration arabo-musulmane allaient les replacer au centre de la tourmente, et faire subir à leur citoyenneté des chocs durables qui expliquent pour l'essentiel leur regard sur la nation et le regard que la nation porte sur eux aujourd'hui.

1) - Le tournant de novembre 1967: l'ère de l'antisémitisme d'État

La création d'Israël et les premiers défis relevés héroïquement par le petit État avaient réveillé un sentiment nouveau, une nouvelle fierté juive, et autant d'inquiétudes sur sa pérennité. Israël s'est alors imposé, on l'a vu, comme une composante nouvelle de l'identité des diasporas juives. La réorientation politique brutalement antisémitiste décidée par de Gaulle, poursuivie et amplifiée par ses successeurs jusqu'à l'extrême incarné par Jacques Chirac, allait placer les Juifs dans l'inconfort permanent de la dissonance cognitive. Comment être pleinement le citoyen juif d'un pays invariablement acide envers le premier symbole juif et la grande réalisation juive de l'époque? Un État au double langage qui proclame qu'il est neutre alors qu'il fait cause commune avec ses adversaires sanguinaires, mettant en grand danger jusqu'à aujourd'hui la vie 6 millions de Juifs israéliens? (11) Bien sûr, beaucoup de Juifs exposés comme tout le monde au flot de la propagande hégémonique sont hostiles à ce qui leur est présenté comme la politique de l'État juif. Cependant ils ressentent, fût-ce de façon diffuse, qu'Israël est une grande œuvre juive, et que la diffamation obsessionnelle de cet État est la forme privilégiée de la passion antisémite de notre temps.

Mais surtout, le virage de de Gaulle sonnait la fin du tabou d'après-guerre sur l'antisémitisme, lequel allait se glisser avec délices dans de nouveaux habits. « *Écrivant librement en un pays libre, je dirai que le général de Gaulle a, sciemment, volontairement, ouvert une nouvelle période de l'histoire juive et peut-être de l'antisémitisme. Tout redevient possible. Tout recommence* » observait alors Raymond Aron. (12) Dans la foulée, quatre décennies de campagnes ininterrompues ont gravement et injustement dévasté l'image du judaïsme et des Juifs en France et en Europe. Le fameux sondage eurobaromètre de 2003 indiquait qu'Israël était pour les Européens le principal fauteur de guerre dans le monde: une brûlure pour les Juifs d'Europe et de France. Loin d'un égarement passager, cette opinion sera confirmée par des enquêtes successives comme par exemple celle de 2014 où les Britanniques déclarent détester Israël plus que n'importe quel autre pays au monde, excepté la Corée du Nord.(13) Les Juifs d'Europe et de France sont ainsi placés en situation de collaborateurs virtuels d'un pouvoir hostile, confrontés au chantage des innombrables Natacha Polony, l'essayiste indignée par "*les mots effarants de banalité* [de François Hollande] *sur "le droit à la sécurité d'Israël"*" (14) et désireuse d'entendre "*d'avantage les voix juives dénonçant la politique de l'actuel gouvernement israélien*" (15).

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

De Gaulle avait rompu avec Israël pour servir sa vision: rendre à la France son rôle d'acteur majeur de la politique mondiale. Il lui fallait démarquer la fille aînée de l'Église de l'Amérique ultra dominante, se rapprocher du camp soviétique et faire de Paris un pôle d'attraction du tiers-mondisme et du monde arabe. D'où le retrait d'Algérie et le discours particulièrement virulent à l'encontre d'Israël.

Ce qui est remarquable, c'est que dès son émergence en Europe par les soins de l'homme du 18 juin, l'antisémitisme d'État est un solide antisémitisme. Lors de sa conférence fondatrice du 27 novembre 1967 le grand homme reprend des poncifs immémoriaux contre les Juifs pour fustiger Israël : les Juifs sont "un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur", les persécutions subies deviennent "des malveillances qu'ils [les Juifs] provoquaient, qu'ils suscitaient plus exactement", leur État incarne l'arrogance puisqu'il devrait user "d'un peu de modestie" et il est apparu comme "guerrier et résolu à s'agrandir".(16) René Cassin, son ancien compagnon, devait lui dire vertement son sentiment sur ces propos, et Raymond Aron allait écrire son formidable réquisitoire.(17)

Il n'empêche qu'aujourd'hui, l'un des invariants les plus solides de la politique extérieure du pays est la dénonciation d'Israël. Sur ce motif, des campagnes virulentes et diffamatoires mobilisent en permanence la sphère des médias, la recherche, l'université, l'édition, etc. Facteur aggravant, l'antisémitisme institutionnalisé, l'habit neuf de l'antisémitisme on l'a vu, sert aussi la politique d'apaisement de la minorité arabo-musulmane, proie des prédicateurs du racisme anti-occidental et de la haine insondable d'Israël et des Juifs.

Officiellement, c'est à dire dans les catégories du politiquement correct, la figure du Juif se dédouble en un Juif français positif, l'ancien israélite, et un Juif israélien détestable:

- le Juif français est un pur citoyen, héritier de l'innombrable Shoah, à qui tous les égards sont dus parce qu'il est dans le camp des faibles et des victimes;
- le Juif israélien est un colonisateur violent, un exploiteur raciste, un fanatique religieux, l'incarnation de la droite et du bellicisme.

Le clivage est porté à son sommet quand Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de l'État français dans les déportations de l'époque de l'occupation (1995), ce que nul ne lui avait demandé, juste quelques mois avant de lancer son hyper politique arabe par un violent scandale dans les rues de Jérusalem (1996).

La manipulation d'État a ses limites. Les soi-disant figu-

res dédoublées du Juif, honorable d'un côté de la Méditerranée et méprisable de l'autre, fusionnent aux yeux de l'opinion en une seule, conforme aux stéréotypes inusables du racisme antisémite.

D'autant que l'antisionisme/antisémitisme d'État a labouré et ensemencé le sol fécond du vieil antisémitisme de gauche si puissant dans le berceau de sa naissance, déguisé en croisade anti néocolonialiste ou anti néoimpérialiste par les soins des catégories stalinien-nes. La pensée raciste unique, travestie en palestinisme moral, a pu ainsi couvrir presque tout le spectre politique et les hauteurs dominantes de l'École, des médias et de l'art. D'où cette cécité des chevaliers du Bien devant les horreurs infligées par les martyrs et autres fédératifs non seulement aux Israéliens exécrés, femmes et enfants confondus, mais aussi aux populations arabes, à la femme arabe piétinée ou victime des crimes d'honneur, aux enfants soumis au lavage de cerveau et promis au destin de bouclier humain. Natacha Polony est tout à fait dans le vent : reconnaître comme l'a fait François Hollande qu'Israël a le droit de se défendre est bien "effarant".

Au delà d'Israël, l'image des Juifs français est dévastée dans la population par le rouleau compresseur antisioniste. De leur côté, les Juifs se détachent mentalement d'une patrie injuste, même si le déni fait son œuvre et que beaucoup d'entre eux succombent au syndrome de Stockholm. Ils ne voient pas que ces politiques d'État les poussent sous les roues de l'autobus, sauf quand des Merah ou des Coulibaly les rappellent à la réalité.

2) La communautarisation des Juifs

Le second choc est un effet indirect de la crise nationale qui s'est ouverte dans les années 70 avec l'irruption de l'immigration maghrébine et subsaharienne dans la délinquance de banlieue devenue massive dans les années 80. Plutôt que réaffirmer l'autorité souveraine de l'État et les principes de la République, rétablir l'ordre, et développer l'emploi, Mitterrand fit de choix de l'apaisement et de la compassion hypocrite. Avec SOS racisme, le MRAP et l'UEJF, l'État mitterrandien prit le parti d'incarner et de soutenir une prétendue lutte des immigrés pour leurs droits humains dans une société prétendument raciste. L'équation idéologique devint Immigré=Juif=Victime, la France officielle disant soutenir les immigrés victimisés comme elle a secouru les victimes juives.

Les Juifs de France dont la présence est attestée depuis deux millénaires, citoyens à part entière depuis plus de deux siècles, éminents artisans de son rayonnement dans les arts et les sciences, sont alors ravalés au statut

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

de nouveaux arrivants, vivant comme eux en communauté, une vie en marge de la nation. Ils sont mis en scène comme modèles de l'harmonie possible entre celle-ci et les communautés.

A la fin des années 80 surgit l'affaire du voile, suivie du refus des personnels de santé masculins, du port de la burqa, des prières de rue, etc.... Le multiculturalisme d'obédience musulmane multiplie les revendications et les faits accomplis. L'opinion se divise et s'indigne, la colère monte devant les empiètements et les provocations intégristes. Quand l'État est contraint d'opposer des refus, il fait mine d'identifier les revendications musulmanes réelles à des demandes chrétiennes ou juives, juives surtout, purement inventées. Le refus solennel du voile à l'école s'accompagne du refus de la kippa qu'aucun juif ne porte à l'école publique. Le refus de jours fériés pour les fêtes musulmanes s'accompagne du refus de kippour, un jour férié que les Juifs n'ont jamais eu l'idée de demander.

En communautarisant les Juifs pour contenir la pression intégriste musulmane, l'État désignait les Juifs comme les agents en France du communautarisme et du multiculturalisme, ces armes de destruction de la nation et de l'État. L'opinion est aujourd'hui convaincue que les communautés sont une création juive, que le communautarisme, c'est les Juifs.(18) Et son indignation est immense car le peuple fait tous les jours l'expérience de l'intolérance intégriste et de sa violence. Le peuple français abhorre le communautarisme et l'État a su habilement en faire porter le chapeau aux Juifs.

Le plus important, c'est que l'État déloge les Juifs du statut de citoyens ordinaires et les pousse en marge de la nation:

- par le haut, comme modèles de référence de l'intégration et comme descendants respectables de la tragédie de la Shoah. Quand Théo Klein qui a senti le vent invente le dîner annuel du CRIF, toute la classe politique se presse pour célébrer les enfants des victimes et le dogme de la compassion morale. Mais qui s'interroge au CRIF sur ce que peut imaginer le peuple de France au spectacle de cette connivence -fausse- entre les Juifs et le pouvoir ? Qui s'interroge au CRIF, dans ce théâtre des faux honneurs, sur les dégâts de l'auto-communautarisation pour les Juifs et pour la nation ?

- par le bas en tant que membres de communautés aux marges de la nation, suspectes de former des lobbies religieux et politiques et de pratiquer la double allégeance. Ceux qui sont venus dîner avec le CRIF accusent le lendemain matin Israël de refuser la paix et la négociation, de coloniser et d'opprimer les Palestiniens

si ce n'est de faire des "carnages" ou de simples "massacres".

3) L'instrumentalisation généralisée: la martingale gagnante de François Mitterrand

Mitterrand restera comme le maître inégalé de l'art d'instrumentaliser les Juifs pour réaliser ses desseins. Il ne s'agit pas ici de questionner les services éminents qui lui ont valu la francisque, ni son amitié indéfectible pour René Bousquet l'amateur d'enfants juifs, ni son éloge du soldat allemand à la fin de son second mandat.

Au milieu des années 80, il invente une martingale lui permettant de conserver le pouvoir malgré son impopularité en jetant une bombe morale hautement explosive dans le camp de ses adversaires de droite. Le dispositif est fondé sur l'insoutenable épisode de la Shoah, socle d'un clivage irréductible entre le bien et le mal, hautement traumatisant pour le monde occidental une fois sa médiatisation et sa popularisation assurées par le procès d'Eichmann et l'œuvre historique de Claude Lanzmann.

Entouré de nombreux Juifs, Mitterrand s'approprie l'image étrange du protecteur et ami des Juifs persécutés et victimes du fascisme

Par ailleurs il soutient activement la percée du Front National tout en organisant sa diabolisation par une intense "*reductio ad hitlerum*" chère à Léo Strauss. Il est bien servi pour cela par les pantalonades pusillanimes de Jean-Marie Le Pen.

Enfin, il met la droite sous la menace permanente d'une déchéance morale définitive en l'accusant de vouloir passer des alliances électorales avec le FN, l'incarnation nationale du fascisme taillée à la bonne mesure par ses soins. Faire douter l'adversaire à coup d'injonctions morales, unir ses rangs autour de soi du même coup, telle est la recette. L'invention du "fascisme" du FN et des penchants fascistes latents de la droite paralyse son opposition politique, et coagule les ouailles socialistes autour de ses prêtres. La martingale fonctionne encore aujourd'hui. Manuel Valls vient d'accuser la droite de "faute morale et politique" pour ne pas appeler au vote socialiste en cas de confrontation socialistes/FN.(19) Chantal Delsol résume bien ce « monopole moral » fictif qui aide tant les socialistes à préserver leurs conquêtes. (20)

Encore une fois, les Juifs, leur histoire et les symboles qui leur collent à la peau sont amenés au centre de scène. On les instrumentalise pour arbitrer des stratégies de pouvoir assises sur des imprécations morales plutôt

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

que sur des argumentaires politiques. C'est l'une des grandes spécialités des socialistes français. On agite le signe juif, mais ce n'est qu'une arme politicienne. On est indifférent aux Juifs réels: on les ignore dans l'épreuve (Ilan Halimi), on continue d'agonir Israël, et on ne met pas de gants pour les recadrer s'ils sortent du rôle assigné. Évoquons par exemple le projet d'interdiction de la LDJ pour des vétilles, ou la dénonciation des projets d'alya.

IV – LE TOURNANT DES ANNÉES 2000

1 – L'état des lieux

Ce qui caractérise la période qui s'ouvre alors, c'est la transformation de la question de l'Islam en menace prioritaire pour la nation. Ce problème inquiétant va mobiliser l'État. Le rapport entre la nation incarnée par le pouvoir d'État et les Juifs sera surdéterminé par les stratégies d'évitement des troubles et des soulèvements dus à l'immigration arabo-musulmane. La question de l'Islam s'enflamme sous les traits de revendications identitaires et religieuses, d'un ordre public compromis dans des banlieues effervescentes, et d'une jeunesse nombreuse, éloignée de l'emploi, sans avenir. A quoi l'État répond par une rhétorique d'apaisement et de victimisation qui s'avèrent plus efficace pour bâillonner les réactions des « souchiens » excédés par les provocations, que pour intégrer ces jeunes à la nation.

A partir du début des années 2000, la situation se modifie radicalement. En bref :

Les courants radicaux répandent un wahhabisme d'Arabie saoudite et du Qatar, mâtiné de la doctrine des Frères musulmans (Hassan al Banna et Sayyid Qotb) aux frontières d'al Qaïda et de ce qui deviendra l'État islamique.(21)

L'économie de la drogue se généralise et suscite l'acquisition d'armes de guerre qui arrivent en nombre, faisant émerger une islamo-délinquance armée à la périphérie des grandes cités du pays. Il s'agit bien d'une fusion entre délinquance et islam, comme en témoigne la radicalisation des prisons. Contrairement au récit le plus répandu, les émeutes de 2005 ne sont pas déclenchées par la mort des deux adolescents pré-nommés Zyed et Bouna, dans un transformateur EDF, mais par une grenade fumigène de la police qui termine sa course sur le parvis d'une mosquée.

L'Intifada de septembre 2000 ouvre des opportunités inespérées à l'islam des salafistes. Pour eux, la violence palestinienne est un puissant levier de pénétration et d'influence au sein la jeunesse immigrée. Ils peuvent étayer la prédication coranique sur la malfaisan-

ce des Juifs en puisant dans un énorme flot d'images et de slogans truqués issus du monde musulman. La violence se libère et les agressions antisémites grimpent jusqu'à un niveau minimum 4 à 5 fois supérieur à celui des décennies précédentes. Les limites des agressions antisémites sont repoussées. Elles s'inscrivent désormais dans la logique et le style du djihad moyen-oriental contemporain. On en arrive aux tortures racistes (Ilan Halimi), aux attaques de synagogues, et aux assassinats collectifs (école Ozar Atorah, superette Hyper Cacher).

La jonction entre l'islamo-délinquance de la banlieue européenne et le djihad moyen-oriental le plus sanguinaire est désormais réalisée et sa portée est immense pour l'avenir du pays. Les 14,00 djihadistes français partis guerroyer pour une cause sainte en Syrie et en Irak en sont la preuve. A tout moment, des individus et des cellules dormantes peuvent déclencher des attentats meurtriers en France sur un ordre de l'étranger, y compris des massacres de masse contre les Juifs. L'islam de France et la Oumma hexagonale deviennent pour une part l'appendice occidental de la Oumma moyen-orientale, avec toutes ses composantes.

Cette évolution terrifiante pose à la France, pas seulement aux Juifs, un défi monumental. Elle s'inscrit dans la décomposition accélérée de l'islam arabe sunnite. Les structures étatiques arabes post-coloniales sont en train de se disloquer sous l'effet de l'incompétence des élites locales, des guerres inter-arabes (Liban, Syrie, Yémen) et des coups de boutoir occidentaux (une guerre d'Irak désastreusement gérée par Bush II et Obama, la guerre de Libye non moins désastreuse de Sarkozy). Facteur aggravant, les sociétés où le groupe des 15-25 ans dépasse un certain seuil sont très instables, et c'est le cas des sociétés arabes contemporaines du Maghreb et du Moyen-Orient. D'autant que les performances économiques de ces sociétés sont pitoyables, bouchant tout avenir à des générations nombreuses et manipulables.

Il faut retenir la remarque de Samuel Huntington : "*Tout ceux sont en quête d'identité et d'unité ethnique ont besoin d'ennemis.*"(22) Le tsunami mondial de l'antisémitisme musulman contemporain est un mode de gestion pathétique du désastre arabe. Le bouc émissaire juif a l'avantage d'alimenter idéalement l'opium religieux. La guerre de civilisations antichrétienne et anti occidentale parachèvent la bouillie idéologique servie à la jeunesse arabe de part et d'autre de la Méditerranée.

Les liens entre l'Europe et le Moyen-Orient sont désormais assez étroits pour que les miasmes de ce désastre civilisationnel se projettent assez aisément jusqu'au

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

cœur du Vieux Continent. Des secteurs entiers de la société française sont infectés par la vulgate guerrière de l'islam, l'idéologie du martyr cuisinée à la mode Abou Bakr al-Baghdadi,(23) la présence de groupes et sous-groupes combattants, des armes et des techniques du terrorisme.

2 – La réponse de l'État français

Est-il conscient de vivre sur un baril de poudre ? Son objectif semble être de maintenir coûte que coûte un semblant d'ordre public et d'éloigner le seuil à partir duquel l'engrenage infernal de la violence se déclenche. En un mot, il mise tout sur l'apaisement. C'est ainsi qu'il libère des espaces pour éviter les heurts entre la police et les « jeunes. » C'est ainsi qu'il encourage un laxisme judiciaire qui permet à des archi multirécidivistes de rentrer tous les soirs chez eux. C'est ainsi qu'il facilite les créations de mosquées, parfois sur financement public. C'est ainsi qu'il organise la confusion, voire le silence, sur la montée de la délinquance et son lien avec les populations musulmanes; des auteurs comme Laurent Obertone (24) pourraient en témoigner.

Surtout, l'État français use de son influence pour imposer un corset idéologique qui anesthésie toute approche susceptible de jeter une lumière trop crue sur la réalité. Les grands thèmes du « récit » de la machine à apaiser ne sont ignorés de personne :

- La délinquance, les attentats et les actes antisémites ont des causes sociales (pauvreté, chômage, exclusion, absence de capital culturel) ;
- L'islam est une religion de paix et de tolérance. Ses adeptes sont stigmatisés. Les musulmans sont fondamentalement des victimes ;
- La diversité est une chance, l'immigration est un apport, le vivre-ensemble un avenir ;

L'islamophobie est un racisme et doit recevoir une réponse pénale.

Cette norme idéologique a pour fonction de substituer un faux réel désirable à la réalité, au prix d'un renversement contre-intuitif. Les auteurs des délits, des violences et autres « incivilités » se transmutent en victimes ; la société française devient la coupable authentique en tant que foyer persistant de stigmatisation, de racisme et de rejet.

Dans cet esprit, les pouvoirs publics appliquent des mesures onéreuses sous le nom de politiques d'intégration : investissements publics urbains et dans l'habitat, financement préférentiels d'entreprises et d'emplois, aides à la scolarisation et à la formation, discrimination

positive pour l'accès aux soins, etc. Des décennies plus tard, on mesure à quel point les effets de ces politiques sont cosmétiques puisque le taux de chômage des jeunes hommes immigrés progresse en même temps que le radicalisme religieux, la tentation du djihad total, et la criminalité. Ce que l'on ne trouve pas dans les politiques publiques de gauche et de droite, ce sont des mesures découlant d'une vision à long terme sur les flux migratoires, le démantèlement des réseaux de radicalisation, la subordination de l'islam aux exigences de la République et de la démocratie.

3 – Conséquences pour les Juifs français

Le laxisme choisi de l'État laisse la vie juive se dégrader à l'extrême sous la pression du harcèlement quotidien de jeunes musulmans radicalisés par l'ambiance antisémite et conscients de leur impunité. Mieux, il participe à cette ambiance en autorisant tous ses leviers d'influence à stigmatiser Israël. Et il n'a adopté à ce jour aucune des politiques qui pourraient entraver réellement le glissement de nombreux jeunes vers le djihad armé à l'étranger et sur le territoire.(25)

La parole d'une jeune juive parisienne du 19ème arrondissement (26) exprime simplement un sentiment partagé : "*Nous nous sentons presque poussés vers la sortie avec tout ce qui se passe.*" Rien ne peut mieux illustrer la rupture avec la nationalité que ce sentiment d'être poussé dehors. Des sondages ont montré que la moitié des Juifs anglais estimaient qu'ils n'avaient aucun avenir en Grande Bretagne, 25% envisageant un départ dans les deux années à venir.(27) De telles perspectives expriment une rupture morale avec la nation, départ ou pas. En France, l'émigration pour Israël a bondi jusqu'à 7.000 personnes en 2014, tandis que, plus significatif encore, 50.000 familles prenaient des renseignements dans l'hypothèse d'une alya. Des chiffres qui en disent long sur l'état d'esprit des Juifs des deux grandes diasporas européennes. Mais comment expliquer concrètement l'importance de ce phénomène?

Dégradation de l'existence quotidienne juive

Les Juifs rencontrent des problèmes de sécurité considérables et bien spécifiques. Ils subissent les insultes, les menaces, la violence, l'atteinte aux biens. Depuis l'année 2000, le nombre d'actes antisémites enregistrés s'est maintenu à des niveaux au moins quatre fois supérieurs à ceux de la décennie précédente. En 2014 ils doublièrent et l'année 2015 a débuté sur un rythme soutenu. La moitié des agressions racistes en France étant antisémites selon le ministère de l'intérieur, on en déduit qu'un Juif a 100 fois plus de chance qu'un citoyen ordinaire d'être l'objet d'une agression.(28) Quelle est

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

la valeur d'une citoyenneté dans ces conditions?

En même temps ces actes s'aggravent, prenant de plus en plus systématiquement la forme d'agressions contre les personnes.

Une bonne partie des Juifs français vit perpétuellement en état de siège à proximité des lieux "communautaires": ces lieux d'affluence (écoles, synagogues, restaurants, commerces, ...) sont abrités par des murs élevés, exigent des services d'ordre -aujourd'hui des soldats- pour leur tranquillité, et sont toujours dotés de systèmes avancés de protection électronique et de filtrage.

Dans la vie quotidienne, rejoindre un lieu de culte, ou plus banalement, faire ses courses ou aller au restaurant, sont désormais des opérations à risque quand les commerces ou les restaurants sont cachés. D'où des baisses d'activité dans les entreprises de ces secteurs et des fermetures d'établissements qui réduisent la vie sociale des Juifs français.

Dans certains départements, l'école publique se ferme à de nombreuses familles juives faute de sécurité pour leurs enfants. De jeunes immigrés arabo-musulmans ont établi dans de nombreux établissements un ordre antisémite (29): les familles se replient vers l'enseignement privé, juif et chrétien. Ce serait le cas des deux tiers des enfants juifs en France. Il n'y aurait plus aucun enfant juif dans le primaire et les collèges de Seine Saint-Denis.

Les zones de rencontre entre les Juifs et l'immigration maghrébine et africaine sont à risque pour les Juifs. C'est ainsi que de nombreuses familles quittent leur habitat et se regroupent dans des quartiers "abrités," une mobilité qui n'est pas à la portée de tous. Les Juifs de Sarcelles qui le peuvent migrent vers Saint-Mandé, près de Vincennes. Dans certains endroits du territoire où l'ordre républicain s'est évanoui depuis bien longtemps sans réaction des autorités, les Juifs sont progressivement réduits au statut de semi parias. Statut qu'ils partagent avec les autres "souchiens" qui ont la mauvaise fortune d'y résider, mais avec des risques d'agression plus graves s'ils sont identifiés.

Pire encore, les Juifs doivent organiser leur invisibilité. La rue de la région parisienne a été testée par un journaliste juif déambulant avec une kippa (dûment escorté et filmé). Il a essuyé menaces, insultes, crachats. Les rabbins demandent aux fidèles de ranger leur kippa au sortir de la prière. Les étoiles de David ou les insignes les plus discrets font courir un risque à éviter. Il est prudent de ne jamais révéler sa religion et d'esquiver les questions ou les discussions à ce propos. Fatale erreur que la jeune Esther d'Avignon mentionnée plus haut a payée fort cher.

L'insécurité et la nécessité d'une vigilance soutenue sont

des paramètres importants de la vie de nombreux Juifs en France aujourd'hui. En conséquence, certains quittent effectivement la France, de nombreux autres envisagent de la quitter, la plupart révisent la perspective de leur avenir et de celui de leurs enfants dans l'Hexagone.

La visite commune de Netanyahu et Hollande à la Grande synagogue de Paris après la fameuse manifestation du 11 janvier a illustré la désaffection des Juifs français pour la nation: Hollande a été reçu dans l'indifférence tandis que la foule scandait avec enthousiasme le diminutif familial de Netanyahu. Le contraste était frappant.

C'était une réaction collective à une situation formidablement anxiogène. Le départ qui semble s'imposer met en cause mille liens avec le pays de nationalité, les réseaux amicaux et professionnels, la langue et la culture bien-aimées. C'est un risque économique, un avenir incertain: la solution n'est-elle pas pire que le mal?. Le dilemme étant parfois insupportable, beaucoup optent pour la politique de l'autruche, nient la précarité nouvelle de la vie en France et s'inventent des passions patriotiques, si ce n'est patriotardes. D'autres, de plus en plus nombreux, prennent acte d'une faille irréparable entre eux et le pays, la nation, et ses institutions. Ils acceptent la renonciation déchirante à une part essentielle de leur identité, pour retrouver peut-être fierté et estime de soi sous un ciel moins hostile.

Dégradation du statut moral et auto-ghettoïsation

Outre les harcèlements antisémites indénombrables, les Juifs français savent depuis Fofana, Merah, Nemouche, les Kouachi et Coulibaly, que les djihadistes qui attendent des ordres dans l'ombre les ont désignés comme leur cible obligée pour respecter ce qu'ils croient être une prescription impérative du Coran.

En même temps, ils sont en permanence les points de mire de stigmatisations racistes, ouvertes ou masquées, venant de tous les horizons:

- celles qui proviennent de la minorité musulmane dont l'antisémitisme est un vieil invariant culturel renforcé par la rage antisémite planétaire qui sévit dans l'univers musulman, sans parler des djihadistes en campagne;
- celles de l'antisémitisme relooké en antisionisme qui infecte l'éventail politique surtout à gauche et à l'extrême gauche (socialistes antilibéraux, mélanchonistes, communistes, Verts) mais aussi les média, l'université, les ONG humanitaires, etc. Michel Onfray l'a observé avec justesse: leur islamophilie n'est qu'une posture tarabiscotée pour hurler leur antisémitisme.
- celles enfin, de loin les plus graves, du vieil antisionisme d'État incrusté à l'Élysée, l'épicentre de l'hypocrisie, et

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

non comme on le croit au Quai d'Orsay qui est un simple bureau d'exécution. C'est au palais présidentiel que le dispositif de diabolisation ininterrompue d'Israël prend sa source.

On a vu plus qu'en même temps, pour éviter le choc frontal des revendications communautaristes de l'immigration, les Juifs ont été privés de l'anonymat citoyen et dûment communautarisés. Le plus fâcheux effet de la stigmatisation universelle d'Israël, cette atteinte à l'identité, associée à la prolifération des actes antisémites, c'est l'auto-ghettoïsation des Juifs. Les victimes contribuent à leur mise en marge de la nation. Il y a dans le groupe ethno-religieux juif des courants qui trouvent des avantages à la communautarisation. Elle assurerait croient-ils la pérennisation de "bulles" de vie juive plus ou moins préservées. Ils ne voient pas à quel point ces bulles seraient vulnérables à la pression des radicaux de l'islam et privées de soutiens dans l'opinion laïque.

Indifférence du pouvoir et de l'opinion

Les Juifs sont convaincus que si elle n'avait pas été associée aux assassinats des journalistes de Charlie Hedbo, de trois policiers et d'un technicien, la tuerie de HyperCacher aurait laissé l'opinion de marbre. Ils ont le souvenir de l'indifférence glaciale lors du meurtre épouvantable de Ilan Halimi et des exécutions d'enfants d'Ozar Atotah. Ces circonstances avaient montré à quel point le pouls de la nation ne battait pas au rythme de celui des Juifs. Cela n'avait rien de surprenant après plusieurs décennies de diffamation des Juifs et du judaïsme à travers l'antisionisme. Une bonne partie du peuple français s'est fait son idée, peu élogieuse, de ses compatriotes juifs et a pris l'habitude de réagir comme Mme Catherine Ashton en déplorant lors de la mort des enfants de Toulouse, celle des enfants palestiniens. Avant elle Raymond Barre avait regretté "*l'odieuse tentative qui avait frappé des français innocents*" dans la rue Copernic (3 oct. 1980).

L'indifférence de l'opinion avait été aussi vécue comme glaçante par les Juifs quelques semaines avant les exploits des frères Kouachi, quand des Palestiniens de Jérusalem enlevèrent et tuèrent froidement trois adolescents au sortir de leur école (30), puis quand d'autres Palestiniens projetèrent cruellement des voitures béliers contre les passants de Jérusalem, enfin quand d'autres encore assassinèrent à la hache 4 rabbins et un policier druze de la même ville au petit matin du 18 novembre 2014.

Ces actes étaient tous dans la filiation exacte des horreurs nazies : l'ignorance froide des médias et des politi-

ques français ont fait sentir aux Juifs à quel point la nation était loin d'eux, d'autant qu'il s'agissait d'une indifférence calculée, dictée par les alliances d'État avec le monde arabe et la volonté de complaire à l'immigration redoutée.

L'indifférence, c'est aussi l'attitude des pouvoirs quand des rapports signalaient avec précision la contamination de la jeunesse musulmane par un antisémitisme sans tabous. Le rapport Obin signalait l'étendue du phénomène à l'école. Le rapport Rufin développait sur l'articulation entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Les deux rapports sont restés dans les tiroirs, et le seul enseignement qui en a été tiré par le pouvoir c'est qu'il ne fallait plus du tout de rapports sur le sujet.

Négation de l'appartenance des tueurs djihadistes à de puissants courants au cœur de l'islam

Si bien sûr tous les musulmans ne sont pas des tueurs djihadistes, si bien sûr la majorité d'entre eux ne les approuvent pas, si même certains d'entre eux les détestent et les combattent, il n'en reste pas moins que tous ces tueurs et tous les auteurs des actes antisémites que subissent les Juifs sont des musulmans. Face à cela, tous les moyens de communication sont mobilisés par l'État pour diffuser à la suite des François Hollande et Laurent Fabius une potion anesthésiante autour de deux slogans maîtres: "*pas d'amalgame!*" et "*les musulmans sont les premières victimes du terrorisme.*" Cette rhétorique a provoqué chez les Juifs un sentiment de malaise infini. Ils voyaient l'État mobiliser toutes ses forces pour innocenter, et pire victimiser, leurs bourreaux.

- *Pas d'amalgame!* Faut-il comprendre que les Mérah, les Kouachi, les Coulibaly sont des personnages totalement isolés, qu'ils n'ont pas de multiples appuis, qu'ils n'appartiennent pas à des courants particulièrement vivaces au sein du monde arabe d'aujourd'hui? Ce serait un travestissement coupable des faits. Mao Tse Toung demandait à ses militants d'être dans le peuple comme des poissons dans l'eau. Les djihadistes occidentaux doivent être aussi des poissons dans l'eau pour pouvoir survivre et prospérer. Outre de multiples appuis, ils sont la pointe avancée d'une idéologie, d'une variante de l'islam, qui s'est répandue dans les masses musulmanes comme le feu dans la plaine. Le "*pas d'amalgame!*" n'est qu'une façon de s'abstenir de demander aux musulmans une réforme urgente et profonde de l'islam, sans doute pour ne pas irriter les magnats du Golfe.

Prenons l'exemple de ce jeune délinquant rapporté par une psychologue de l'association Entr'Autres travaillant sur la radicalisation:

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

" Je lui demande alors pourquoi l'agression de ce jeune homme, ce soir-là: 'Oui, mais lui ce n'est pas pareil, c'était le fils d'un juge'. J'interroge les raisons d'un tel acte. "Il est juif". Et, quand je demande des précisions: 'Vous savez ce qu'on nous dit des juifs, depuis toujours, on nous éduque en nous disant qu'ils ont tout les juifs, ils ont l'argent, les diamants... Alors quand on vous répète ça tout le temps, on finit par le croire.' De fil en aiguille, les échanges glissent bien au-delà des faits liés à son arrestation. Il donne à entendre le récit de plusieurs séquestrations, avec une grande violence, d'hommes juifs, qu'il aurait commises avec son même ami, avant de préciser: "Mais ce n'est pas de l'antisémitisme, vous savez". Il Je lui demande de quoi il s'agit, alors. Droit dans les yeux, il dit: 'Ce n'est pas de l'antisémitisme, c'est de la haine du juif".(31)

En amont du passage à l'action raciste, c'est toute une éducation qui est impliquée, tout un milieu avec ses logisticiens et ses prédicateurs, toute une société en fait. L'agresseur antisémite n'est jamais seul.

- "les musulmans sont les premières victimes du terrorisme". Hollande et Fabius ont la comptabilité dans les gènes. Mais ce qu'ils auraient dû dire pour être plus exacts, c'est " les musulmans sont les premières victimes du terrorisme musulman," ce qui change tout et indique de quel côté il faut rechercher les commettants de ces crimes.

Le président et son ministre devraient aussi adjoindre à leur expertise en comptabilité un peu de science historique. Les révolutionnaires de 1789 n'ont-ils pas été les premiers tueurs de révolutionnaires? Les communistes n'ont-ils pas été les premiers tueurs de communistes? Les nazis n'ont-ils pas tué et fait tuer le plus d'allemands? Faut-il pour cela s'incliner devant les dépouilles de Saint-Just, de Staline, de Hitler? Il y a une loi dans l'univers du totalitarisme: les totalitaires tuent en premier leurs pairs, c'est dans le logiciel du totalitarisme. Rien de surprenant donc, de voir le djihadiste tuer des musulmans à foison. Cela n'atténue en rien de son caractère criminel quand il tue aussi des non-musulmans comme le laisse entendre la formule fétiche de Hollande et Fabius. Cela ne réduit en rien l'impératif de dénoncer l'idéologie djihadiste largement répandue dans les masses populaires, en l'espèce musulmanes. C'est la combinaison de l'idéologie et des masses populaires qui donne sa force au totalitarisme.

Incapacité de l'État français d'assurer ses fonctions régaliennes

L'État français est-il en mesure d'assurer l'ordre public et

la sécurité, pour ses Juifs aussi qui sont les premières cibles du radicalisme musulman?

Il faut ré-écouter François Hollande parlant à l'école Ozar Hatorah, le 1er novembre 2013, sept mois après la tuerie de Mohamed Merah.

"Je veux rappeler devant vous, la détermination de la République Française à combattre l'antisémitisme.

Il sera pourfendu dans toutes ses manifestations, les mots comme les actes.

Il sera pourchassé partout, y compris derrière toutes les causes qui lui servent de prétextes ou de masques.

Il sera poursuivi par tous les moyens partout où il se diffuse, en particulier sur les réseaux sociaux qui accordent l'anonymat à la haine.

Les juifs de France doivent savoir que la République met tout en œuvre pour les protéger. La garantie de leur sécurité, est une cause nationale..."

Paroles d'engagement, paroles martiales, paroles fortes, mais paroles verbales. Mais quel était le bilan de la détermination élyséenne, ou de la "cause nationale", à la veille de l'épisode Charlie Hebdo?

- L'ancien chef du GIGN, Philippe Legorgus nous apprend qu'il existe en France des bases d'entraînement djihadistes couvrant un millier d'hommes bien entraînés, une véritable petite armée (32);

- les frères Kouachi sont allés ensemble au Yémen parfaire leurs compétences militaires et prendre des ordres. L'un d'entre eux était sous contrôle judiciaire, ce qui implique pointer toutes les semaines dans un commissariat, remettre ses papiers aux autorités et d'être inscrit sur le registre des interdictions dans tous les aéroports de la planète. Or Kouachi a fait sa période militaire au Yémen et nul ne s'en est aperçu (33);

- le 9 janvier dernier, l'équipe de Charlie, deux policiers et un technicien avaient été tués l'avant veille; une contractuelle de la police avait été tuée la veille. Ce jour-là, la Garde des Sceaux, Mme Taubira, signait une circulaire permettant de faire bénéficier les récidivistes des réductions de peine appliquées aux primo-délinquants. (34) Et on savait depuis longtemps que les djihadistes opérationnels se recrutaient d'abord parmi les délinquants multi récidivistes;

- les écoutes des frères Kouachi et de leur entourage avaient été interdites à la police et aux renseignements par une commission dépendant du premier ministre au motif des imprécisions de la législation.(35) On a appris après les assassinats que les Kouachi et Coulibaly com-

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

muniquaient abondamment avec les portables de leurs compagnes.

Rapporté à une telle débandade de l'Élysée, le discours martial du président à Ozar Atorah fait hésiter entre le comique de cour du roi Pétaud et le tragique glaçant de l'incompétence. Comment confier la vie de ses enfants quand on est un Juif donc une cible, à ce cocktail d'indifférence et d'incompétence qui gouverne la nation?

Tel est l'aboutissement de la longue épreuve imposée aux Juifs français depuis le retournement de de Gaulle de 1967. Une dignité piétinée par un demi-siècle d'antisionisme national, un élan sincère pour la nation détourné par une communautarisation imposée, la récurrence des agressions et des meurtres sous l'illusoire protection d'un pouvoir indifférent, beau parleur et incompétent. Les années à venir n'annoncent aucun tournant véritable, juste quelques mesures cosmétiques de police. L'immigration arabo-musulmane se poursuit renforçant dans l'Hexagone la prégnance de la Oumma mondiale contemporaine, recrutée d'antisémitisme. Les alliances d'État avec les foyers mondiaux du djihadisme idéologique, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Golfe sont plus étroites que jamais. Cruelle réalité, les Juifs, un tout petit nombre, sont coincés entre le marteau islamique radical et l'enclume du vieil antisémitisme national maquillé en détestation morale d'Israël.

Vous voulez complaire au marteau? Convertissez-vous, enfiler le kamis et faites les cinq prières.

Vous voulez complaire à l'enclume? Vomissez Israël, taisez votre rattachement religieux et ethnique, modifiez votre patronyme car vos enfants pourront avoir des déconvenues au cours de leurs études ou chez leur employeur.

Voilà bien des raisons qui expliquent que les Juifs songent à une solution pour eux et leurs enfants, éventuellement l'émigration. Raymond Aron avait anticipé le retour des jours mauvais: " *Nous autres Juifs, que nous le voulions ou non, nous vivrons dangereusement, en Israël ou ailleurs. Le temps du mépris peut revenir.*"(36) Selon Manuel Valls, "sans les Juifs la France ne serait plus la France", un slogan sonore entaché d'un petit zeste d'accusation. Il a été transposé mot pour mot en Grande Bretagne. En dépit de ces paroles, la France a profondément modifié ses options d'après-guerre et les changements à venir n'annoncent pas un pays où les Juifs pourraient vivre paisiblement et faire fleurir leur génie pour le bien de tous.

Notes

1- En France comme ailleurs, les Juifs constituent un groupe profondément hétérogène. Outre la diversité sociale et des origines, ils diffèrent par les opinions, croyances, aspirations, idéologies de référence, etc. Cependant, ils ont en commun une part de destin. A partir de l'après guerre, leur identité ne peut pas s'affranchir totalement de la Shoah et de la création d'Israël, même si ces événements majeurs l'imprègnent à des degrés divers. En outre, indépendamment de leur éventuelle distance au sionisme et au judaïsme, ils sont exposés à la menace commune des agressions et des préjugés antisémites ambiants. Il y a donc aujourd'hui des dizaines voire des centaines de milliers de citoyens juifs de France qui se posent avec de plus en plus d'urgence la question de leur place au sein de la nation française.

2- On peut aussi de demander où en est la nation France. En tant qu'"âme," "principe spirituel," "plébiscite de tous les jours" (Renan *Qu'est-ce qu'une nation?*, 1882), elle est soumise à rude épreuve. Le fractionnement ethnoculturel (la population issue de l'immigration extra européenne relève d'un héritage et d'une identité spécifiques et bien affirmés) et l'idéologie de la post-modernité (qui nourrit une élite dirigeante post-nationale et segmente la population en communautés) ont dépouillé la nation française d'une bonne part de son aptitude à fondre en un tout (*E pluribus unum*), les forces et les intérêts de ses composantes.

3- Discours du 27 janvier 2015 au Mémorial de la Shoah

4- [Avignon : harcelée depuis la rentrée, Esther devra changer de lycée](#) La Provence, 11 février 2015

5- [3D Test of Anti-Semitism: Demonization, Double Standards, Delegitimization](http://jcpa.org/article/3d-test-of-anti-semitism-demonization-double-standards-delegitimization/) <http://jcpa.org/article/3d-test-of-anti-semitism-demonization-double-standards-delegitimization/> Jewish Political Studies Review, 21 octobre 2004

6- Voir *Is it time for the Jews to leave Europe*, de Jeffrey Goldberg, The Atlantic, Avril 2015 <http://www.theatlantic.com/features/archive/2015/03/is-it-time-for-the-jews-to-leave-europe/386279/>

7- Voir note 2, Renan *Qu'est-ce qu'une nation?*, op. cit.

8- Il en était de même des esclaves. Lors de la Révolution le principe d'égalité était volontiers à géométrie variable. En 1792, sous la menace de sécession des colonies, l'Assemblée législative reconnut l'égalité entre les hommes libres, mais à l'exclusion des esclaves. Par la suite, cette fois sous la pression des soulèvements d'esclaves de Guadeloupe et de Saint Domingue, elle se résigna à abroger l'esclavage le 4 février 1794. Napoléon devait le rétablir en partie huit ans plus tard.

9- Voir http://www.akadem.org/medias/documents/decretsInfames_5.pdf et pour le détail du décret du 17

Les Juifs et la Nation en France : le divorce

mars 1808 <http://www.juif.org/blogs/7026,le-decret-infame-du-17-mars-1808.php>

10- Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, Les Arènes, 2001 p. 51 "La France venait de faire exploser une bombe atomique dont les paramètres avaient été calculés par des scientifiques israéliens, sur un ordinateur américain fourni par l'institut Weizmann" Citation de Pierre Péan *Les deux bombes* Fayard 1991,

11- Il suffit de penser à l'interdiction de survol du territoire aux avions du pont aérien américain au cours de la guerre de 1973, à la dénonciation par Giscard du traité de paix israélo-égyptien de 1978, ou à l'adoption sous les applaudissements de l'assemblée nationale debout d'un texte de soutien à la création unilatérale d'un état palestinien, confirmé par la diplomatie française à l'ONU le 30 décembre 2014, une incitation au suicide d'Israël exposé aux attaques d'un méga Gaza.

12- *De Gaulle Israël et les Juifs* Plon 1968 p. 18

13- Enquête de Chatham House, l'Institut royal des affaires internationales, d'août 2014 intitulée "[Collaboration inter-états ou séparatisme?](#)"

14- *De la posture à l'imposture* Natacha Polony, Le Figaro du 8 août 2014

15- *« Mort aux Juifs », ou la banalité de la haine à Paris* Le Figaro du 21 juillet 2014

16- Voir <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaule00139/conference-de-presse-du-27-novembre-1967.html>

17- *De Gaulle, Israël et les Juifs* op. cit.

18- Malheureusement une fraction du secteur religieux juif n'a pas vu le piège et se greffe sur le communautarisme musulman pour avancer des revendications incompatibles avec la laïcité: refus des examens le samedi, menus dans les hôpitaux, allumage de Hannoukia dans l'espace public...

19- le 22 mars 2015

20- Voir *Le Front national progresse parce qu'il ose dire que le roi est nu* Le Figaro 24 mars 2014. « Histoire bien cynique. Voici un parti d'extrême droite, qu'on prétend au départ post-nazi, mais qu'on choisit, au lieu de l'interdire, d'utiliser comme arme de combat politique. On le laisse exister, mais on l'injurie sans cesse et on prévient que traiter avec lui serait perdre son âme. Geler un potentiel de plus en plus important de voix de droite, les confiner dans un placard, interdire d'y toucher, et cela sur le long terme : quel bénéfice pour une gauche constamment minoritaire. L'attrape-nigaud ne fonctionne que parce que la droite craint par-dessus tout le jugement de la gauche, nantie du monopole moral. »

21- Voir Gilles Kepel *Passions françaises Les voix des cités* p. 268 Gallimard Mars 2014

22- *Le choc des civilisations* Traduction française Odile Jacob Mai 2000, p. 17

23- Le chef du nouveau califat "État islamique"

24- Ses ouvrages *La France orange mécanique* Ring 2013, et *La France Big Brother* Ring 2015, sont édifiants

25- Soeren Kern signale une tendance très récente à la confrontation avec l'islam radical, mais sans en évaluer la portée réelle. Voir *France Declares War on Radical Islam* Gatestone Institute 25 mars 2015 <http://www.gatestoneinstitute.org/5440/france-radical-islam>

26- *Paris : la communauté juive des Buttes-Chaumont témoigne de ses craintes* iTélé 16 février 2015

27- Voir *Survey shows anti-Semitic views are common among Britons* The telegraph 14 jan 2015 <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/law-and-order/11343209/Survey-shows-antisemitic-views-are-common-among-Britons.html>

28- Avant l'épisode "Charlie" la moitié au moins des actes racistes étaient dirigés contre des Juifs en France selon le ministre de l'intérieur. Comme leur poids dans la population est inférieur à 1%, le risque d'être victime est 100 fois supérieur à la moyenne pour les Juifs.

29- Le rapport Obin de 2004 illustre ce scandale

30- Les Israéliens qui brûlèrent en réponse un jeune palestinien, ont été jugés et incarcérés. Leur acte a déclenché l'indignation de la société israélienne aux antipodes des youyous et des sucreries qui ont accueilli le meurtre des trois adolescents juifs dans les Territoires.

33- Voir *Intégrisme et djihadisme: "Les filles rencontrent des problèmes très distincts de ceux des garçons"* Delphine Saubaber, L'Express 30 mars 2015 http://www.lexpress.fr/actualite/societe/religion/du-trouble-a-la-radicalisation-islamiste_1660565.html#WpH38DylqcVedrMs.99

32- *Y a-t-il des camps djihadistes en France ?* Philippe Le-gorgus invité sur Europe 1 le 12 janv. 2015 <http://www.europe1.fr/mediacenter/emissions/la-question-qui-fache/videos/y-a-t-il-des-camps-djihadistes-en-france-2341345>

33- *L'édifiant raté du contrôle judiciaire de Chérif Kouachi* Paule Gonzalès Le Figaro 14 janv. 2015

34- Voir *L'aveuglement dramatique de Christiane Taubira : l'énorme boulette de la garde des Sceaux en pleine semaine d'attentats*, Gilles Gaetner, Atlantico, 13 janv. 2015 <http://www.atlantico.fr/decryptage/exclusif-énorme-boulette-christiane-taubira-en-pleine-semaine-attentats-directives-recidive-reduction-peine-gilles-gaetner-1952407.html>

35- Voir *Manuel Valls a-t-il bloqué des écoutes sur le "clan" Kouachi ?* Jean Guisnel Le Point 14 janv. 2015 http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/pourquoi-manuel-valls-a-t-il-bloque-des-ecoutes-sur-le-clan-kouachi-14-01-2015-1896339_53.php

36- *De Gaulle Israël et les Juifs* op. cit. p. 183

Fric-frac autour de l'antisémitisme

Jean-Pierre Bensimon

28 février 2015

L'antisémitisme, et notamment en France, a à la fois des racines très anciennes, qui plongent dans toute l'histoire de l'extrême droite française, sans qu'elle s'en soit véritablement affranchie, et une source plus récente qui est la haine d'Israël.

François Hollande, le 21 février 2015 au dîner annuel du Crif.

Selon le plus récent diagnostic présidentiel, la vague d'antisémitisme que connaît la France est imputable à l'extrême droite et à une très abstraite "haine d'Israël." La base factuelle de son analyse est l'étude de Fondapol de novembre 2014. Le diagnostic, comme l'étude qui le précède, ne sont pas seulement erronés. Ils masquent le cœur du problème et ne nous approchent pas d'un millimètre des solutions, s'il en existe.

Il y a beaucoup de confusion sur le contenu du terme d'antisémitisme. On range aisément sous la même rubrique le simple préjugé et l'assassinat. Quand on n'oublie pas complètement les auteurs des crimes, comme François Hollande, on accepte aisément l'idée qu'ils sont une minuscule frange d'individus égarés ou déséquilibrés, quasiment isolés, sans attaches idéologiques et logistiques avec les grandes forces qui modifient aujourd'hui le visage de la planète. Beaucoup croient aussi, ce sont les paroles du président, que l'État est un protecteur sincère des juifs français et que l'inflexible permanence des politiques publiques antisionistes n'a rien à voir avec eux, avec leur image, ni avec leur sécurité.

Mieux, au nom d'une fausse lutte contre un antisémitisme décontextualisé, il ne reste que des opérations d'intoxication politiciennes destinées à préserver les rentes électorales des partis traditionnels. L'enquête de Fondapol à l'initiative de Dominique Reynier, citée plus haut,⁽¹⁾ est un modèle de ces tartuferies fondées sur l'ambiguïté des termes. L'enquête désigne, chiffres à l'appui, la base sociale du Front National comme principal foyer de l'antisémitisme contemporain. Or, c'est justement de ce côté du spectre politique et sociologique que les risques sont les moindres. Roger Cukierman, qui avait justement qualifié d'"irréprochable" en la matière le comportement de Marine Le Pen a été contraint par les meutes de la parole conforme à manger son chapeau le jour même. Dans les faits, l'enquête de Dominique Reynier est calibrée pour donner une nouvelle jeunesse à l'équation diabolisante FN=fascisme=antisémitisme si appréciée par François Hollande, une trouvaille fameuse de François Mitterrand pour lier les mains de ses adversaires de droite. Comme effet secondaire, elle dissimule les vrais responsables de la montée des passions antisémites inouïes qui sèment désormais la mort dans le Vieux continent. Et faute d'un diagnostic sérieux, comment nommer et traiter le mal ?

Trois antisémitismes bien spécifiques sévissent aujourd'hui en France et en Europe. Après les attentats tout récents de Bruxelles, de Paris et de Copenhague, on ne peut pas comprendre les origines du djihadisme sanglant sans distinguer

soigneusement ces trois phénomènes.

1) **L'antisémitisme fossile et traditionnel**: c'est un bruit de fond issu de dizaines de siècles d'affirmation du christianisme et de l'islam, pour rompre leur lien de filiation avec le monothéisme juif. Toute la population baigne dans cet écho immémorial qui l'influence jusqu'à un certain point, sans conscience du scénario historique qui s'incarne dans des préjugés tentaculaires.

Contrairement aux affirmations présidentielles, le renouveau de l'antisémitisme au 19^{ème} siècle est principalement l'œuvre des penseurs et politiciens de gauche et cette tendance s'est poursuivie au 20^{ème} siècle si on range les communistes à gauche et si l'on ne fait pas du national socialisme un phénomène "de droite", ce qu'il n'était pas. Aujourd'hui, ce lourd héritage se mêle dans la psychologie individuelle, à l'angoisse de l'étranger, du différent, qui étreint les personnalités faibles ou perverses. Même si les tabous sont moins solides dans la population européenne issue de l'islam, aujourd'hui, cet antisémitisme-là est la plupart du temps non violent, inavoué, cantonné à l'opinion personnelle et aux propos privés. C'est cet antisémitisme relativement inoffensif qu'a mesuré l'enquête de Fondapol, passant à la trappe les causes de l'éruption d'une décennie et demie de violence raciste antisémite qui macule à nouveau le visage de la France et de l'Europe.

2) **L'antisionisme qui est un antisémitisme fardé**. C'est un antisémitisme car il soumet Israël et tout ce qui en est issu à une lecture discriminatoire et accusatrice sans base rationnelle, celle des trois D (diabolisation, double standard, délégitimation).⁽²⁾ Il est fardé car il impute à l'État juif un tissu de faits ou d'intentions inventés de toute pièce pour provoquer l'indignation et la haine, au mépris intégral de la réalité. L'antisémitisme fardé cache en son sein un énorme potentiel de violence qui peut aller de l'injure au meurtre de masse.

Ce qui le rend terriblement dangereux, c'est qu'il est alimenté par les élites les plus influentes de la société.

L'instance politique d'abord, à travers le discours officiel ⁽³⁾, mais aussi par des opérations discrètes de financement de la parole et de l'image de ce racisme repeint. Les leaders, grands et petits, de toutes les formations politiques ont supporté avec ténacité la délégitimation de l'État juif : en France, les Roland Dumas, Hubert Védrine, Jean Glavany, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Marini, l'intégralité de la sphère communiste, etc.

Les médias clé ensuite, bras séculiers du système État/média, le socle de la gestion politique de la France, ils assurent la diffusion massive et standardisée des messages accusateurs. Brice Couturier le résume bien : "*L'ensemble des médias est brutalement ou discrètement hostile à Israël, presque sans exception.*"⁽⁴⁾

Fric-frac autour de l'antisémitisme

Enfin, les intellectuels, le journalisme, l'Université, la recherche, ont mis la main à la pâte. Les figures hyper médiatisées de Stéphane Hessel et Edgard Morin, et beaucoup d'autres ont donné le "la" en tant que producteurs et prophètes des "narratifs" accusateurs. Par exemple Pascal Boniface, Henri Laurens, Jean-Paul Chagnollaud, Jean-Pierre Filiu, mais il y en a des dizaines d'autres dont les œuvres sont récompensées par des charges publiques de chercheurs, d'enseignants, de hauts fonctionnaires.

La toxicité de l'antisémitisme fardé est d'autant plus virulente qu'elle trouve dans l'antisémitisme fossile et dans les peurs collectives du moment (crise de la finance, chômage, mondialisation) un contexte favorable à sa diffusion et à son renforcement jusqu'au passage à l'acte.

3) **L'antisémitisme en actes**, c'est l'antisémitisme qui ne se limite pas à l'aversion ou même à la détestation, mais qui porte atteinte aux biens et aux personnes, qui injurie, qui agresse avec violence, et aussi qui tue. En France et en Europe occidentale, sa base sociale est clairement circonscrite à l'immigration et à la post-immigration arabo-musulmane. La quasi intégralité des auteurs des actes antisémites, de l'invective au meurtre, se recrute au sein de cette minorité. La plupart d'entre eux sont des individus incultes et bornés. Leur bagage religieux se limite à une vulgate caricaturale des harangues guerrières et xénophobes de l'islam primitif.

Un autre terreau, encore virtuel, du passage à l'acte antisémite se trouve à l'extrême gauche, dans le milieu violent des "antifas", "Blacks Blocs" etc. Des personnalités comme Dieudonné ou Alain Soral s'efforcent de focaliser leur violence en direction des Juifs. La manifestation "Jour de colère" de janvier 2014 à Paris, où l'on criait "Juif casse-toi, la France n'est pas à toi" mêlé à des "Allah Akbar" était leur premier succès. Pour l'heure, les apprentis soldats adoreurs de l'ordre islamique antique conservent le monopole du passage à l'acte antisémite. Ils sont coupables, mais ils ont des parrains et des facilitateurs beaucoup plus coupables qu'eux.

Les parrains appartiennent aux théocraties du Golfe première source de diffusion de l'islam radical sunnite parmi les musulmans européens. Ils forment et paient par différents canaux des imams et des prédicateurs qui sont plutôt des agents d'influence. Ils répandent les variantes les plus intégristes de l'islam centrées sur la détestation de l'Occident et des chrétiens, mais d'abord des Juifs. Cette offensive correspond à la troisième époque de l'islam en France selon la chronologie de Gilles Kepel.(5)

Mais le terrain de l'antisémitisme islamique violent avait été préparé de longue date dans l'opinion. Et là, il faut interroger des autochtones, les troupes aguerries de l'antisémitisme fardé avec leur exécution sophistiquée du judaïsme et de l'État juif. Depuis une quinzaine d'années, ils exonèrent les auteurs des "actes antisémites" au nom de l'interdiction de la discrimination, de la stigmatisation, du racisme anti musulman, de l'islamophobie, de l'amalgame, etc.. Quelle que soit la formule, ils excellent à imposer le silence à ceux qui observent la réalité d'une diaspora juive devenue la cible constante

de jeunes musulmans stimulés par l'impunité et le discours biaisé des médias envers Israël.

Entre l'antisémitisme fardé des élites françaises et l'islam radical des théocraties, il y a beaucoup d'intérêts communs, d'argent, d'avidité, de compromissions. Pour les théocrates du monde musulman, la guerre contre les Juifs est une source irremplaçable de virginité religieuse, la clé de leur pouvoir. Comme boucs émissaires, ils ont l'avantage supplémentaire de détourner la colère populaire qui pourrait priver princes et dictateurs du fruit des rentes et de la corruption. Du côté des personnalités d'influence européennes, rien ne vaut l'antisémitisme maquillé en antisionisme pour assouvir des fantasmes de politique arabe, réussir la conquête de l'électorat immigré, et céder aux tentations de la pétro-monnaie. Il faut chercher aujourd'hui les fauteurs d'antisémitisme antisioniste qui ouvrent des avenues à l'antisémitisme qui tue, dans les palais nationaux, les instituts de recherche, les rédactions, tout autant que dans les misérables cellules djihadistes sournoisement organisées par les idéologues du wahhabisme et des Frères musulmans. C'est pour cela que les promesses de protection réitérées des autorités de l'État aux Juifs endeuillés seront de la poudre aux yeux tant que cette très longue alliance nationale avec l'islam radical, quels que soient ses habits neufs, ne sera pas révoquée.

Nous sommes bien loin du modèle suggéré par Dominique Reynier et applaudi par François Hollande, d'une prédominance de l'extrême droite dans l'antisémitisme d'aujourd'hui qui a fait la fortune du parti socialiste depuis les années 80. Leur démonstration ne vaut rien. L'antisémitisme d'aujourd'hui c'est l'alliance d'une fraction significative de la post-immigration musulmane et des hérauts autochtones de l'antisionisme. "*Les faits sont têtus*" constatait justement Lénine, à la différence de Romain Gary pour qui "*la vérité meurt jeune*." Il faut mettre en ordre les mots et leur contenu pour que la réalité ait une chance de faire entendre sa voix.

Notes:

1 - L'antisémitisme dans l'opinion publique française Fondapol, nov 2014 <http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2014/12/NOTE-A4-Antisemitisme-2014-12-12-web2.pdf>

2 - C'est un ensemble de critères, les trois D, énoncés par Nathan Sharansky en 2004. Voir 3D Test of Anti-Semitism: Demonization, Double Standards, Delegitimization <http://jcpa.org/article/3d-test-of-anti-semitism-demonization-double-standards-delegitimization/> Jewish Political Studies Review, 21 octobre 2004

3 - "Carnage" de Laurent Fabius, "massacres" de François Hollande, "disproportion" de Nicolas Sarkozy, "viol du droit international", "centralité du conflit", etc.

4 - Interviewé par Serge Nadjar, Actu J, 10 févr. 2015 <http://actu.j.com/2015-02/france/1443-brice-couturier-france-culture-l-ensemble-des-medias-francais-est-brutalement-ou-discretement-hostile-a-israel>

5 - *Passions françaises Les voix des cités* p. 268 Gallimard Mars 2014

[Sur Internet](#)

Points forts de l'actualité

"La destruction d'Israël n'est pas négociable." C'est l'affirmation du général Mohammad Reza Naqdi, commandant des milices Bassidj, l'un des piliers essentiels du régime des mollahs. Sa déclaration intervenait dans la phase la plus intense des négociations sur la question nucléaire entre le groupe mené par les États-Unis et l'Iran. Dans ce contexte Naqdi disait en fait, "nous autres iraniens savons négocier et faire des compromis, mais nous traiterons la question d'Israël par de toutes autres méthodes." Comme la question d'Israël est l'un des sujets clés pour l'Occident et pour l'avenir de la Région, Naqdi signifiait en fait au monde que les Iraniens découplaient la question nucléaire de leur politique régionale particulièrement conquérante ces trois dernières années. Il balayait ainsi l'illusion d'une collaboration avec l'Iran, pays censément stable et rationnel avec une classe moyenne éduquée, pour établir la paix et la stabilité telles que les entend l'Occident. Il envoyait en même temps par le fond toute la philosophie politique d'Obama, ainsi les théories des Jean-Pierre Filiu, Renaud Girard et beaucoup d'autres, séduits par la rondeur de Rouhani et les caciques présentables de Téhéran.

Accord de Lausanne du 2 avril 2015 sur le programme nucléaire iranien. Il y a eu un accord paraît-il. Qui l'a vu? Certes il y a eu une courte déclaration des ministres des affaires étrangères de l'Iran et de l'Union européenne. Il y a eu aussi un document américain (factsheet) immédiatement démenti par une "factsheet" iranienne radicalement contradictoire, suivie d'accusations de tromperie de l'Oncle Sam. En fait les positions restent opposées sur le devenir des centrifugeuses, sur le devenir de Fordow (site enterré), sur le devenir de Arak (filiale plutonium), sur le rythme de levée des sanctions, et sur les modalités d'inspection. Autant dire que les différends sont quasiment identiques à ce qu'ils étaient en janvier 2014. Alors pourquoi ce tintamarre? Simplement parce qu'Obama veut empêcher le Congrès d'adopter de nouvelles sanctions avant le mois de juin.

La doctrine Obama décodée par Daniel Pipes. Comment expliquer qu'Obama ait plongé la Libye dans l'anarchie et la guerre en contribuant à renverser Kadhafi? Pourquoi compte-t-il laisser l'Afghanistan prématurément? Pourquoi a-t-il précipité la chute de Mubarak, soutenu les Frères musulmans et conduit l'Égypte de Sissi à se tourner vers Moscou? Pourquoi qualifiait-il l'État islamique de débutants avant qu'il ne s'empare de grandes villes. Pourquoi a-t-il contraint l'Arabie saoudite à monter une coalition militaire contre l'Iran? Pourquoi veut-il aujourd'hui céder aux ambitions nucléaires des mollahs? Incompétence ou grand dessein? Sans doute est-il intimement convaincu que l'Amérique est une puissance malfaisante, une force du mal, avec ses entreprises géantes, son complexe militaro-industriel, son nationalisme, son racisme, son impérialisme culturel. Les électeurs le répudieront-ils comme ils ont répudié l'héritage de Carter en votant Reagan? Ou bien la doctrine Obama deviendra-t-elle la nouvelle norme de l'Amérique?

Netanyahou a gagné indiscutablement les élections du 17 mars. Mais la Maison Blanche a lancé dans les heures qui ont suivi une extraordinaire campagne de dénigrement du leadership issu des urnes. Tout y est passé. Des réprimandes humiliantes au nouvel élu. Des accusations de racisme envers les Arabes. La dénonciation d'une "colonisation" longue d'un demi-siècle. La menace du retrait du soutien US dans les instances internationales dominées par les États voyous. La menace d'un plan unilatéral américain et de Résolutions à l'ONU. La déclassification de documents attestant certaines activités nucléaires d'Israël. Voilà donc l'Amérique prenant en ligne de mire une élection indiscutablement démocratique tenue dans un pays où les libertés politiques sont formidables. Un pays environné hier de dictatures impitoyables et aujourd'hui d'un chaos infernal, un havre pour les valeurs occidentales, un îlot de prospérité et de respect des droits de l'homme. Quel paradoxe! Voir l'Amérique fustiger ainsi la liberté d'un peuple! Et penser aux campagnes américaines pour la démocratisation du monde arabe, ou au legs des pères fondateurs des États-Unis!

**Paix et Vérité, cercle d'Idées
Avec F. I. M.**

Adresse : FIM BP 42 13266 Marseille cedex 08 Email : paixetverite@free.fr

Site en construction : <http://paixetverite.blogspot.fr/>

<http://fim13.blogspot.fr/>